

La demande d'examen préliminaire international doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est compétente ou, si plusieurs administrations sont compétentes, à l'une d'entre elles, au choix du déposant. Le déposant peut indiquer le nom complet ou le code à deux lettres de cette administration au-dessus de la ligne qui suit :

IPEA/

PCT

CHAPITRE II

DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets :

Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets et fait élection de tous les États éligibles sauf indication contraire.

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

Administration chargée de l'examen préliminaire international

Date de réception de la demande d'examen préliminaire international

Cadre n° I IDENTIFICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE		Référence du dossier du déposant ou du mandataire
Demande internationale n° PCT/FR2004/050526	Date du dépôt international (jour/mois/année) 21 octobre 2004 (21.10.2004)	B 14427.3 EE
Titre de l'invention DISPOSITIF DE TRAVAIL COMPRENNANT UNE ZONE LOCALISEE DE CAPTURE D'UNE GOUTTE D'UN LIQUIDE D'INTERET.		
Cadre n° II DÉPOSANT(S)		
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE 31-33 rue de la Fédération 75752 PARIS 15ème FRANCE		n° de téléphone 01 69 08 82 96
		n° de télécopieur 01 69 08 82 92
		n° de télécopieur
		n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) : FR	Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) BIOMERIEUX SA Chemin de l'Orme 69280 MARCY L'ETOILE FRANCE		
Nationalité (nom de l'État) : FR	Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) MARCHAND Gilles Putteville 38119 PIERRE CHATEL FRANCE		
Nationalité (nom de l'État) : FR	Domicile (nom de l'État) : FR	
<input checked="" type="checkbox"/> D'autres déposants sont indiqués sur une feuille annexe.		

Suite du cadre n° II DÉPOSANT(S)*Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la demande d'examen préliminaire international.*Nom et adresse : *(Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)*

DELATTRE Cyril
33, avenue Jeanne d'Arc
38100 GRENOBLE
FRANCE

Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
FR	FR

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

POUTEAU Patrick
10, allée Château Corbeau
38240 MEYLAN
FRANCE

Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
FR	FR

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

CAILLAT Patrice
8 rue de la Mure
38000 GRENOBLE
FRANCE

Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
FR	FR

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :
-------------------------------	----------------------------

D'autres déposants sont indiqués sur une autre feuille annexe.

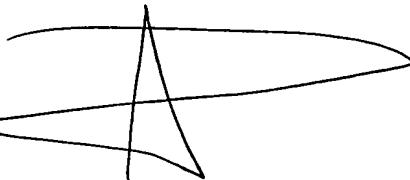
Cadre n° III MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

La personne indiquée ci-dessous est mandataire représentant commun et a été désignée à une date antérieure; elle représente aussi le ou les déposants pour l'examen préliminaire international. est désignée par la présente; toute désignation antérieure de mandataires ou d'un représentant commun est de ce fait révoquée. est désignée par la présente, spécialement pour la procédure devant l'administration chargée de l'examen préliminaire international, en sus du ou des mandataires ou du représentant commun désignés antérieurement.

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays)

Philippe AUDIER

c/o BREVATOME
3, rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS
FRANCE



n° de téléphone	01 53 83 94 00
n° de télécopieur	01 45 63 83 33
n° de télécopieur	
n° sous lequel le mandataire est inscrit auprès de l'office	

Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandataire ni représentant commun n'est ou n'a été désigné et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adresse spéciale à laquelle la correspondance doit être envoyée.

Cadre n° IV BASE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Déclaration concernant les modifications :*

1. Le déposant souhaite que l'examen préliminaire international commence sur la base suivante :

la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement

la description telle qu'elle a été déposée initialement
 telle qu'elle a été modifiée en vertu de l'article 34

les revendications telles qu'elles ont été déposées initialement
 telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 19 (avec, le cas échéant, la déclaration jointe aux modifications)
 telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 34

les dessins tels qu'ils ont été déposés initialement
 tels qu'ils ont été modifiés en vertu de l'article 34

2. Le déposant souhaite que les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 soient considérées comme écartées.

3. Le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la date de priorité, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne reçoive une copie des modifications effectuées en vertu de l'article 19 ou une déclaration du déposant, aux termes de laquelle celui-ci ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19 (règle 69.1.d)). (Ne pas cocher cette case lorsque le délai visé à l'article 19 a expiré.)

* Lorsque aucune case n'est cochée, l'examen préliminaire international commencera sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement ou, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçoit copie des modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 ou des modifications apportées à la demande internationale en vertu de l'article 34 avant d'avoir commencé à rédiger une opinion écrite ou le rapport d'examen préliminaire international, sur la base de la demande internationale ainsi modifiée.

Langue : l'examen préliminaire international sera effectué en Français, qui est

la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée.
 la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale.
 la langue de publication de la demande internationale.
 la langue de la traduction (qui sera) remise aux fins de l'examen préliminaire international.

Cadre n° V ÉLECTION D'ÉTATS

Le déposant élit tous les États éligibles (c'est-à-dire tous les États qui ont été désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT) à l'exclusion des États ci-après que le déposant souhaite ne pas élire :

Cadre n° VI BORDEREAU

Aux fins de l'examen préliminaire international, les éléments suivants, établis dans la langue indiquée au cadre n° IV, sont joints à la présente demande d'examen :

1. traduction de la demande internationale	:	feuilles
2. modifications selon l'article 34	:	feuilles
3. copie (ou, si elle est exigée, traduction) des modifications selon l'article 19	:	feuilles
4. copie (ou, si elle est exigée, traduction) de la déclaration selon l'article 19	:	feuilles
5. lettre	:	feuilles
6. autres pièces (préciser) datée du 18/03/2005.	:	2 feuilles

Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

reçu	non reçu
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

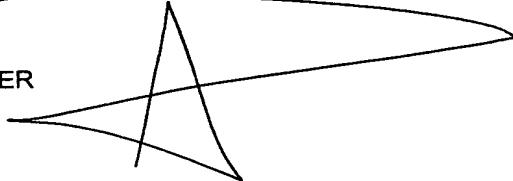
Le ou les éléments cochés ci-après sont aussi joints à la demande d'examen préliminaire international :

1. <input checked="" type="checkbox"/> feuille de calcul des taxes	5. <input type="checkbox"/> explication de l'absence d'une signature
2. <input type="checkbox"/> pouvoir distinct original	6. <input type="checkbox"/> listage des séquences sous forme déchiffrable par ordinateur
3. <input type="checkbox"/> original du pouvoir général	7. <input type="checkbox"/> autres éléments (préciser) :
4. <input type="checkbox"/> copie du pouvoir général; le cas échéant, numéro de référence :	

Cadre n° VII SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUN

À côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire et, si cela n'apparaît pas clairement à la lecture de la demande d'examen préliminaire international, à quel titre l'intéressé signe.

Philippe AUDIER



Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

1. Date effective de réception de la DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL :		
2. Date modifiée de réception de la demande d'examen préliminaire international, en cas de CORRECTIONS apportées en vertu de la règle 60.1.b) :		
3. <input type="checkbox"/> La demande d'examen préliminaire international a été reçue PLUS DE 19 mois après la date de priorité et les points 4 et 5 ne sont pas applicables.	<input type="checkbox"/> Le déposant a été informé en conséquence.	
4. <input type="checkbox"/> La demande d'examen préliminaire international a été reçue dans le délai de 19 mois à compter de la date de priorité, prorogé en vertu de la règle 80.5.		
5. <input type="checkbox"/> Bien que la demande d'examen préliminaire international ait été reçue plus de 19 mois après la date de priorité, le retard à l'arrivée est EXCUSÉ en vertu de la règle 82.		

Réservé au Bureau international

Demande d'examen préliminaire international reçue de l'administration chargée de l'examen préliminaire international le :

CHAPITRE II

PCT

BREVATOME
3, rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS
Tél. 01 53 83 94 00 - Fax 01 45 63 83 33

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

Annexe de la demande d'examen préliminaire international

Demande internationale n° PCT/FR2004/050526	Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Référence du dossier du déposant ou du mandataire B 14427.3 EE	Timbre à date de l'administration chargée de l'examen préliminaire international
Déposant COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE - BIOMERIEUX SA - MARCHAND Gilles - DELATTRE Cyril - POUTEAU Patrick - CAILLAT Patrice.	
CALCUL DES TAXES PRESCRITES	
1. Taxe d'examen préliminaire	1 530 Euros P
2. Taxe de traitement (<i>Les déposants de certains États ont droit à une réduction de 75% de la taxe de traitement. Lorsque le déposant a (ou tous les déposants ont) droit à cette réduction, le montant devant figurer sous H est égal à 25% de la taxe de traitement.</i>)	129 Euros H
3. Total des taxes prescrites Additionner les montants portés dans les cadres P et H et inscrire le résultat dans le cadre TOTAL	1 659 Euros TOTAL
MODE DE PAIEMENT	
<input checked="" type="checkbox"/> autorisation de débiter un compte de dépôt auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir plus bas)	<input type="checkbox"/> espèces
<input type="checkbox"/> chèque	<input type="checkbox"/> timbres fiscaux
<input type="checkbox"/> mandat postal	<input type="checkbox"/> coupons
<input type="checkbox"/> traite bancaire	<input type="checkbox"/> autre (<i>préciser</i>) :

AUTORISATION DE DÉBITER (OU CRÉDITER) UN COMPTE DE DÉPÔT

(Les administrations chargées de l'examen préliminaire international ne permettent pas toutes l'utilisation de ce mode de paiement)

Autorisation de débiter le total des taxes indiqué ci-dessus.

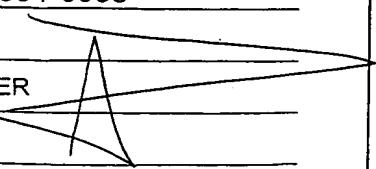
(*Cette case ne peut être cochée que si les conditions relatives aux comptes de dépôt établies par l'administration chargée de l'examen préliminaire international le permettent*)
Autorisation de débiter tout montant manquant – ou de créditer de tout excédent – dans le paiement du total des taxes indiqué ci-dessus.

IPEA/ _____

N° de compte de dépôt : **2804-0035**

Date : **23.05.2005**

Nom : **Philippe AUDIER**

Signature : 

BUREAU DE PARIS
PARIS HEAD OFFICE

Date : 20 mai 2005

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

D-80298 MUNICH
ALLEMAGNE

V.REF : ---

N.REF : B 14427.3 EE
B2-4328-EE/mbOBJET : Demande internationale
PCT/FR 2004/050526Demande d'examen préliminaire international
&

Réponse à la première opinion écrite jointe au rapport de recherche international

Messieurs,

En réponse à l'opinion écrite accompagnant le rapport de recherche international pour la demande PCT en référence, nous présentons en annexe :

- une demande d'examen préliminaire international (voir annexe), et
- notre réponse à la première Opinion Ecrite.

I Réponse à l'opinion écrite

L'opinion de l'examineur est contestée. La présente invention telle qu'elle est revendiquée satisfait aux exigences de l'Art. 33 du PCT.

En effet, le document **WO 03/059518** (D1) décrit un dispositif qui comprend (figures 1 et 2) un substrat (2) comportant une surface, des zones de travail (surface où se trouve la goutte S) formées sur ladite surface de manière distincte par des bordures 4, 5. Ces bordures forment des cupules accueillant les gouttes déposées par un dispenseur (page 18, ligne 27).

Le dispositif décrit dans **D1** ne comprend pas la combinaison de surface active sensiblement non mouillante vis-à-vis du liquide d'intérêt et de zones de capture (Zc) conformément à la présente invention telle qu'elle est définie dans la revendication 1.

Le dispositif de la présente invention tel qu'il est revendiqué est donc nouveau par rapport à ce document.

La condition de l'Art. 33(2) PCT est donc satisfaite.

Cette combinaison, conforme à la présente invention, permet de capturer une goutte de liquide d'intérêt simplement en faisant ruisseler le liquide d'intérêt sur la surface ou en immergeant et émergeant la surface dans/du liquide d'intérêt pour former des gouttes (page 38, lignes 4-11). Les gouttes de liquide sont capturées par les zones de capture et les contaminations entre zones de capture sont évitées car le liquide d'intérêt ne reste pas sur la surface non mouillante autour des zones de capture (figure 5 de la demande).

Cette combinaison et son utilité, conformes à la présente invention, ne sont pas du tout suggérées par le document D1.

En effet, dans D1 (voir page 10, lignes 15-28 et figures 2a et 2b) on dépose un volume de liquide (« S ») dans une cupule, on veille à ce que le volume de liquide déborde de la cupule, et on dépose ensuite un couvercle (« lid 3 ») sur la cupule pour chasser l'excès de liquide et former d'une part un bourrelet de liquide autour de la cupule, et d'autre part assurer l'étanchéité par capillarité entre le couvercle et les bordures.

Ainsi, le dispositif de D1 est constitué pour former un bourrelet de liquide autour des bordures, ce qui va à l'encontre de la présente invention où, précisément, on empêche qu'un tel bourrelet se forme autour des zones de capture.

Rien dans ce document ne suggère donc le dispositif de la présente invention tel qu'il est revendiqué dans la revendication 1 de la demande.

D1 n'est donc pas gênant pour l'activité inventive de la présente invention telle qu'elle est définie dans la revendication 1 actuelle. Il en est de même pour l'objet de la revendication 42 qui reprend les caractéristiques de la revendication 1 dans un procédé de fabrication de ce dispositif.

La condition de l'Art. 33(3) PCT est donc également satisfaite.

II Conclusion

En conclusion, la présente invention telle qu'elle est revendiquée remplit les conditions de nouveauté et d'activité inventive et un rapport d'examen préliminaire international positif pour l'ensemble des critères de l'Art. 33 PCT peut être émis.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.


Jean LEHU

P.J. : Demande Examen Préliminaire
Taxe